

Sélection d'article sur la politique suisse

processus

Weltausstellung 2010 in Schanghai

Imprimer

Éditeur

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Contributions de

Burgos, Elie

Citations préféré

Burgos, Elie 2025. *Sélection d'article sur la politique suisse: Weltausstellung 2010 in Schanghai, 2008*. Bern: Année Politique Suisse, Institut de science politique, Université de Berne. www.anneepolitique.swiss, téléchargé le 07.04.2025.

Sommaire

Chronique générale	1
Politique étrangère	1

Abréviations

Chronique générale

Politique étrangère

Politique étrangère

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 04.03.2008
ELIE BURGOS

En mars, le Conseil fédéral a approuvé l'arrêté fédéral relatif à la participation de la Suisse à l'Exposition universelle 2010 de Shanghai. En tant que premier conseil, le **Conseil des Etats** a approuvé le projet tacitement et sans opposition. Au **Conseil national**, l'entrée en matière n'a pas été contestée et le projet a été soutenu par tous les groupes. Soulignant l'importance de l'Asie, un marché en pleine croissance, et de Shanghai, une métropole économique majeure, les rapporteurs de la commission ont également insisté sur le fait que ce projet visait à assurer la participation de la Suisse à la plus grande exposition universelle jamais organisée, et à tirer profit de cette occasion d'importance pour l'économie, le tourisme et la politique en général. La gauche et les Verts ont cependant fait part de leurs préoccupations concernant le problème des droits de l'homme dans ce pays. A ce titre, une minorité emmenée par Jean-Claude Rennwald (ps, JU) a proposé de subordonner la participation de la Suisse à l'engagement formel de la Chine à respecter les droits de l'homme et les droits sociaux. Estimant que faire le lien direct entre l'exposition universelle et la protection des droits de l'homme n'était pas la bonne démarche, la conseillère fédérale Micheline Calmy-Rey a déclaré que l'exposition universelle pouvait être une opportunité de présenter les bonnes pratiques dans le domaine des droits humains, par exemple dans le cadre de la responsabilité sociale des entreprises. Le plénum a rejeté la proposition de minorité par 116 voix contre 56 avant d'accepter le projet par 139 voix contre 6.¹

¹ BO CE, 2008, p. 697 s.; BO CN, 2008, p. 38 ss.; FF, 2008, p. 2269 s.